

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

# JOURNAL DE ROUBAIX

## MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

**ABONNEMENTS :**  
Rebata-Touring : Trois mois. 12.00  
Six mois. 22.00  
Un an. 40.00  
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. 10.00  
En France et l'étranger, les frais de poste en sus.  
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

**INSERTIONS :**  
Annonces : la ligne. 10 c.  
Réclames : » 20 c.  
Faits divers : » 50 c.  
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, Libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C<sup>o</sup>, 34, rue Notre-Dame des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, chez l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

COURSES DE PARIS (Service gouvernemental)	
16 MAI	
3 0/0	67 20
4 1/2	97 00
Emprunt (5 0/0)	102 25
17 MAI	
3 0/0	67 50
4 1/2	96 50
Emprunt (5 0/0)	102 45
17 MAI	
Séance particulière du Journal de Roubaix :	
Actions Banque de France	3210 00
Société gén. détache	467 00
Credit foncier de France	563 00
Chemins autrichiens	432 00
Lyon	988 00
Est	590 00
Ouest	650 00
Nord	1230 00
Midi	750 00
Suez	607 00
Péruvien	143/8
Actions Banque ottomane (ancienne)	000 00
Banque ottomane (nouvelle)	320 00
Londres court	25 16 1/2
Credit Mobilier	120 00
Turc	8 10

**DEPECHE COMMERCIALES**  
New-York, 18 mai.  
Change sur Londres, 4,87 1/2; change sur Paris, 5,13 3/4.  
Valeur de l'or 107 0/0.  
Café good fair, (la livre 19 1/4)  
Café good Cargoes, (la livre) 20  
Marché inanimé.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et G<sup>o</sup> représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymompres :  
Hâvre, 17 mai.  
Cotons : Ventes 200 bal., Marché très-calme, sans changement, appréciable.

Liverpool, 17 mai.  
Cotons : Ventes 10,000 b.; marché disponible, largement offert, livrable seulement.  
New-York, 17 mai.  
Cotons : 10 7/8.  
Recettes de 5 jours, 11,000 b.

### CARTE DU THEATRE DE LA GUERRE

Pour permettre à nos lecteurs de suivre les opérations militaires, nous tenons à leur disposition, moyennant 75 centimes une carte du théâtre de la guerre, dressée avec le plus grand soin par la maison Lassally.

ROUBAIX 17 MAI 1877.

### Bulletin du jour

La situation politique intérieure a tout à coup pris une extrême gravité. Ceux-là seuls peuvent s'en étonner qui n'ont pas suivi avec une attention suffisante les évolutions ministérielles et parlementaires auxquelles nous avons assisté depuis les élections de février 1876. L'arrivée à la Chambre d'une majorité républicaine qui n'a pas tardé à tomber sous le joug des radicaux; l'incapacité évidente de la plupart des membres de cette majorité; leur ignorance profonde de la science du gouvernement et des intérêts publics; leur opposition mesquine, ridicule, et leurs préjugés contre le clergé et les catholiques; la déconsidération dans laquelle la Chambre est tombée, plus peut-être encore à l'étranger qu'en France; son insuffisance dans toutes les questions d'affaires; les débats scandaleux auxquels elle nous a fait assister depuis quinze mois; la chute successive de cinq ou six ministères; le vote d'un ordre du jour qui déclarait suspects et mauvais patriotes tous les catholiques de France; le langage violent et menaçant de la presse radicale; ses attaques, ses insultes odieuses contre la religion, le clergé, la magistrature, l'armée, toutes ces causes réunies devaient amener, un jour ou l'autre, l'intervention directe du pouvoir exécutif.

Cette intervention paraît cependant avoir été quelque peu avancée — c'est du moins le sentiment de plusieurs de nos correspondants — et la cause en serait dans les complications qu'on redouterait à l'étranger.

Le maréchal de Mac-Mahon paraît avoir compris que, dans la situation si délicate et si précaire qui nous est faite en Europe, il lui était impossible de continuer à gouverner avec des radicaux ou avec leurs protégés; il s'est souvenu qu'il avait été nommé par les conservateurs, et qu'il avait

contracté envers la France une responsabilité dont, « plus que jamais, il doit se préoccuper. » Le pays approuvera cette virile décision; elle lui prouvera qu'il peut compter sur l'énergie du maréchal.

Le congé signifié à M. Jules Simon en des termes, aussi militaires qu'ils sont peu flatteurs, restera l'un des épisodes les plus curieux de cette époque si mouvementée. Il marquera, selon toute apparence, une ère nouvelle pour le septennat.

Une prochaine dissolution de la Chambre des députés peut être considérée comme probable.

Nos dépêches de ce matin nous apprennent que, dans une réunion plénière, tenue cette nuit, au Grand-Hôtel, à Paris, par toutes les gauches — réunion plénière décidée malgré l'opposition du centre gauche, — M. Gambetta a prononcé un discours très-hostile au Maréchal de Mac-Mahon, tout en recommandant à ses amis le calme et la modération. « La force, a-t-il dit, restera définitivement à la loi. » Un ordre du jour, visant la personne même du maréchal, a été proposé par les radicaux et imposé par eux aux modérés. Cet ordre du jour doit être présenté à la séance d'aujourd'hui.

Les radicaux ne donneront pas le change au pays. Le président a le droit de choisir ses ministres et de le leur remettre. Il n'a violé aucune loi. Il a pour lui le sentiment public.

Si la majorité de la Chambre veut engager la lutte, les électeurs se prononceront entre elle et l'héroïque soldat qui a accepté la mission de veiller au salut de la Patrie.

ALFRED REBOUX.

### LA CRISE

Nous avons pu, dès hier soir, annoncer la démission du président du Conseil et publier le texte de la lettre du maréchal de Mac-Mahon.

Voici la réponse qui a été adressée par M. Jules Simon au maréchal de Mac-Mahon :

« Paris, 16 mai 1877.

« Monsieur le Président de la République,

« La lettre que vous voulez bien m'écrire, m'impose le devoir de vous donner ma démission des fonctions que vous avez bien voulu me confier.

« Mais je suis obligé en même temps d'y ajouter des explications sur deux points.

« Vous regrettez, monsieur le maréchal, que je n'aie pas été présent samedi à la Chambre quand on a discuté en première lecture la loi sur les conseils municipaux, je l'ai regretté également.

« J'ai été retenu ici par une indisposition, mais la question de la publicité des séances ne devait être discutée qu'à la seconde délibération. Je m'étais entendu à cet égard avec M. Bardoux.

« L'amendement de M. Ferras, qui a passé, a pris l'Assemblée à l'improviste, et j'avais rendez-vous avec la commission vendredi matin pour essayer de la faire revenir sur son vote avant d'engager le débat devant la Chambre. Tout cela est connu de tout le monde.

« Quant à la loi sur la presse, monsieur le maréchal, vous voudrez bien vous souvenir que mes objections portaient uniquement sur les souverains étrangers.

« Je m'étais toujours expliqué dans ce sens comme vous vous en êtes souvenu vous-même au conseil d'hier matin. J'ai renouvelé mes réserves devant la Chambre.

« Jemesuis abstenu de les développer pour des raisons que tout le monde connaissait et approuvait. Pour le reste de la loi, j'étais d'accord avec la commission. Vous voudrez bien comprendre, monsieur le président, le motif qui me porte à entrer dans ces détails. Je devais établir ma position d'une façon très-nette, au moment où je quitte le conseil.

« J'ose à peine ajouter, mais comme citoyen, non plus comme ministre, que je désire vivement être remplacé par des hommes appartenant comme moi au parti républicain conservateur.

« J'ai eu pendant cinq mois, le devoir de vous donner mon avis, et pour la dernière fois que j'ai l'honneur de vous écrire, je me permets d'exprimer un souhait qui m'est uniquement inspiré par mon patriotisme.

« Veuillez agréer M. le maréchal, l'hommage de mon respect.

« JULES SIMON. »

Nos lecteurs trouveront, plus loin, dans nos lettres de Paris, des renseignements étendus sur les incidents de la crise. Nous croyons devoir y ajouter

les divers bruits enregistrés dans quelques journaux.

Ainsi d'après le Temps M. Jules Simon aurait eu après l'échange des lettres une courte entrevue avec le maréchal et dans cette entrevue le président de la République aurait insisté sur les scrupules qu'il éprouvait à se sentir de plus en plus entraîné vers les gauches tandis qu'il avait été placé au pouvoir par les conservateurs.

Nous lisons dans le même journal : « Aussitôt qu'il a eu connaissance de la lettre du maréchal, M. Martel, garde des sceaux, a déclaré également qu'il donnait sa démission.

Le maréchal a fait appeler M. le duc d'Audiffret-Pasquier auquel, on s'en souvient, il avait eu recours tout d'abord, dans des circonstances semblables, après la chute du cabinet Dufaure-Marcère, et lui a rapidement exposé ses vues. D'après le maréchal, le chef du cabinet actuel s'est montré hors d'état de faire prévaloir à la Chambre la partie conservatrice de son programme, et ce cabinet de gauche, qui a succédé à un cabinet centre gauche, était en réalité le prisonnier de la gauche radicale.

M. le duc d'Audiffret-Pasquier s'était rendu chez le maréchal à 10 h. 1/2, et comme il devait assister aux obsèques de M. E. Picard qui ont eu lieu à 11 h. précises, l'entretien a été très-court. M. le duc d'Audiffret-Pasquier devait se rendre de nouveau à l'Élysée, vers 3 heures.

On a fait courir le bruit que M. Dufaure aurait également été appelé à l'Élysée, le fait n'est pas exact. M. Dufaure est à Paris et assistait aux obsèques de M. Picard; mais à l'heure, où nous mettons sous presse, il n'avait pas encore été appelé.

M. Jules Simon a vu à midi, au ministère de l'Intérieur quelques-uns de ses amis auxquels il désirait donner des explications. A la suite de cet entretien, a eu lieu une réunion, et non un conseil des ministres proprement dit. M. Martel y a fait connaître sa résolution. Les autres ministres ont annoncé également l'intention de se démettre.

Immédiatement après avoir reçu la lettre et la démission de M. Jules Simon, le maréchal a fait part de cet événement à chacun des ministres dans une lettre rédigée en termes très-brefs. Quelques uns des membres du cabinet n'ont reçu ce petit billet qu'à onze heures et demie, pendant les obsèques de M. Picard.

Dès que la nouvelle de la retraite du cabinet a été connue de la gauche, dit encore le Temps, les députés sont allés en foule à 3 h. chez M. Jules Simon. Toutes les nuances de la majorité républicaine étaient représentées. M. Jules Simon a reçu tous ces membres et leur a expliqué les motifs de la retraite que l'on sait déjà.

A 3 h. M. l'ambassadeur d'Italie a été reçu par M. Jules Simon, qui a suspendu les réceptions de députés pour le recevoir.

Dans la Gazette de France, nous lisons :

« On dit que le maréchal a fait présenter les intentions de M. de Fourtou et de M. de Broglie. D'autres croient qu'il s'agirait, dans les circonstances graves que nous traversons, au point de vue extérieur, de former un cabinet extra-parlementaire.

« Dans le camp Gambettiste on semble incliner à une politique de dissolution. »

Le Pays remontant plus haut dit : « A la suite de la séance d'hier, une conversation assez vive aurait eu lieu entre le maréchal de Mac-Mahon et le président du Conseil. Celui-ci, dans un moment de mauvaise humeur et uniquement pour exercer une pression sur l'esprit du maréchal, aurait offert sa démission.

Grande a été la stupefaction de M. J. Simon en voyant que sa démission était acceptée sur le champ.

On lit dans la Liberté : « Nous apprenons au dernier moment qu'il est question de confier à M. Léon Renault, ancien préfet de police, le soin de former un nouveau ministère. Nous donnons cependant cette nouvelle avec certaine réserve, bien qu'elle repose sur un fondement sérieux. »

« A trois heures, sur le boulevard des Capucines, on remarquait un grand nombre de députés, attirés sans doute par la nouvelle de la démission du cabinet. Il régnait dans les groupes une animation extraordinaire. »

On lit dans l'Estafette : « Un assure que M. de Fourtou est chargé de constituer le nouveau cabinet. »  
« MM. Deyre et Lareinty feraient partie de la nouvelle combinaison ministérielle. »  
« Le cabinet une fois constitué, son premier acte serait de demander au Sénat la dissolution de la Chambre des députés. »  
« Dans ce cas, les élections auraient lieu au mois d'août, avant la session des conseils généraux. On sait, en effet, que, en cas de dissolution de la Chambre, les collèges électoraux doivent être convoqués dans les trois mois (art. 5 de la loi du 25 février 1875.) »

« Dans le cas où le Sénat se prononcerait contre la dissolution, le cabinet nouveau se retirerait. »

On lit dans la Patrie : « Ce matin, aux obsèques de M. Ernest Picard, quelques radicaux, émus de la nouvelle de la démission de M. Jules Simon, se sont permis d'adresser à l'honorable M. Buffet des propos injurieux et grossiers. M. Buffet a dédaigné d'y répondre et après être resté quelques instants à l'église, il est monté en voiture pour se retirer. »

On lit dans le Bien Public : « Au moment où nous mettons sous presse, on nous assure que le duc de Broglie aurait été appelé à l'Élysée pour former un cabinet contre droit-droite. »

« D'après une autre rumeur, des ouvertures auraient été faites à M. Duclerc. »  
« Demain, le Journal Officiel contiendra une lettre du maréchal de Mac-Mahon, déclarant accepter la démission du président du conseil, ministre de l'Intérieur. »

Nous avons reçu hier soir et ce matin les dépêches suivantes :

Paris, 16 mai, 6 h. 55, soir.

Les députés de la gauche ont tenu cette après-midi une importante séance. La réunion était très-nombreuse. Beaucoup de députés des autres groupes parlementaires, 150 au moins, et plusieurs sénateurs y assistaient. Gambetta a fait à l'assemblée un exposé de la situation. Il a recommandé le calme et déclaré que la majorité des représentants du pays étaient dans une position inattaquable. A l'oppression, a-t-il dit, il faut opposer le calme, sinon la fermeté et l'énergie.

Gambetta propose une réunion plénière de toutes les gauches, à 10 h. ce soir, pour arrêter le texte d'une déclaration faisant connaître la situation au pays et disant que le ministère tombé avait toute la confiance.

MM. Ferry et Laverne, tout en approuvant la nécessité d'une attitude très ferme, combattent la réunion plénière, parce qu'ils jugent préférable une action séparée par groupes.

L'assemblée, presque à l'unanimité, décide qu'une réunion parlementaire aura lieu à Paris ce soir, contrairement à l'opinion des opposants qui voulaient une réunion plénière demain matin à Versailles.

L'Union républicaine, réunie ensuite, confirme à l'unanimité cette décision et délègue spécialement MM. Gambetta, Spuller et Lepère pour la représenter.

Paris, 16 mai, 8 h. 10 s.

M. le maréchal de Mac-Mahon a écrit à M. Dufaure en le priant de venir conférer avec lui.

M. Dufaure a répondu qu'il devait le motif de l'invitation, mais qu'il ne pouvait accepter le ministère pour raison de santé; il servirait plus utilement au Sénat en faisant repousser l'abrogation de la loi de 1875 sur la presse.

Il n'est pas probable qu'un nouveau ministère soit constitué demain.

Tous les noms mis en avant par les journaux reposent sur de pures suppositions.

Paris, 16 mai, minuit.

La réunion des gauches qui vient d'avoir lieu au Grand-Hôtel, dans la soirée, a été très-courte.

M. Gambetta, acclamé par la foule, a prononcé quelques paroles pour recommander de nouveau le calme et la modération. La force, a-t-il dit, restera définitivement à la loi.

De nombreux cris de : Vive Gambetta ! Vive la République ! et quelques cris de : Vive la France ! se sont fait entendre.

Versailles, jeudi, 8 h. 20 matin.  
La remise collective des ministres a été remise au maréchal qui l'a acceptée.

Il se confirme que M. Dufaure ne peut revenir au pouvoir, pour raison de santé.

Le duc d'Audiffret-Pasquier refuse absolument de constituer un ministère.  
Paris, jeudi 17, 8 h. 45 m.  
Dans la réunion plénière des gauches tenue cette nuit au Grand-Hôtel, M. Gambetta a prononcé un discours déclarant qu'on était obligé de faire une manifestation immédiate des volontés de la majorité de la Chambre.

Les modérés se sont laissés déborder par les radicaux. La réunion a adopté un ordre du jour, visant personnellement le maréchal.

fait avancer, hier, deux détachements d'avant-garde sur les hauteurs de Khatoubani, le long de la petite rivière de Kintirichi.

Cette position, très forte par elle-même et renforcée encore par des fortifications et des obstacles artificiels, a été emportée d'assaut. Tous les détachements de mes troupes ont eu l'occasion de prendre part à cet assaut et se sont montrés complètement dignes de l'ancienne renommée de l'armée du Caucase.

La conduite admirable de l'artillerie a beaucoup contribué au succès. Il est à regretter seulement que ce succès nous ait coûté 12 soldats tués, 9 officiers blessés et contusionnés et 107 soldats blessés. Les pertes des Turcs sont énormes.

Saint-Petersbourg, 15 mai.

Le général Tcherniaïeff va obtenir un commandement dans l'armée du Caucase. Il n'a pas été question de lui en confier un dans l'armée du Danube.

Le général Fadeïeff est de retour à Saint-Petersbourg; on ne connaît pas encore le poste qui lui sera confié.

On n'a pas appris ici qu'un Livre Dieu ait été préparé par le chancelier de l'Empire, et on assure, dans les cercles bien informés, qu'il n'a pas l'intention d'en publier un.

Saint-Petersbourg, 16 mai.

Cinq cuirassés turcs ont bombardé avant-hier Soukhoum-Kalé. La ville a souffert. Une tentative de descente a été repoussée par cinq compagnies, avec vingt-six canons. Beaucoup de morts turcs sont restés sur la côte.

Les journaux radicaux, ne se croyant pas tenus vis-à-vis de leur public à l'hypocrisie, dont usent encore, sans profit, le XIX<sup>e</sup> Siècle, le Siècle et même la République française, déclarent carrément, que par cléricisme et ultramontanisme, il faut entendre la religion catholique. On le savait bien; mais il est bon que cela soit dit carrément. Nous félicitons donc la *Marseillaise*, le *Radical*, la *Lanterne*, etc., de parler sous ce rapport, comme l'avait déjà fait le journal les *Droits de l'Homme*.

### Obsèques de M. E. Picard.

Ce matin, à onze heures, ont eu lieu les obsèques de M. Ernest Picard, ancien ministre.

Le choeur de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois était entièrement tendu de noir. Un service solennel a été célébré par le clergé de la paroisse.

Les cordons du char étaient tenus par MM. Grévy, président de la Chambre, Duclerc, vice-président du Sénat, Bétoul, bâtonnier des avocats, Léon Say, ministre des finances, amiral Pothuan, sénateur.

A la suite du char venait la famille du défunt, et ses serviteurs.

Après la famille, la députation du Sénat, conduite par MM. d'Audiffret-Pasquier et Lamirault, puis la députation de la Chambre, conduite par M. Lepère.

Venaient ensuite le conseil de l'Ordre des avocats, ayant à sa tête MM. Dufaure, Nicolet, Jules Favre.

Derrière les députations officielles marchait un grand nombre de notabilités appartenant aux grands corps de l'Etat et au barreau.

Nous avons remarqué MM. le duc Decazes, Andral, Voisin, Gambetta, Jules Ferry, de Marcère, Renan, etc.

Après la cérémonie religieuse, le corps a été transporté au cimetière du Père-Lachaise, où des discours seront prononcés.

### Empoisonnement de l'archevêque de Quito

Les lettres que l'on reçoit de la République de l'Equateur donnent des détails navrants sur le crime sacrilège dont a été victime Son Em. l'archevêque de Quito. Voici ce qu'on écrit de cette capitale :

« Quito, le 4 avril.  
« Mgr Checa, archevêque de Quito, a été empoisonné le Vendredi-Saint à la messe. Une main sacrilège a versé un violent poison (de la strychnine) dans la burette au vin pendant que le Pontife et le clergé faisaient l'adoration des altaires, et il s'est empêché d'en faire la remarque aux prêtres assistants. Le sacristain majeur a aussitôt apporté la bouteille d'où le vin avait été tiré pour la messe. Le goût naturel de ce vin a fait voir que la burette seule avait été empoisonnée. Le sacristain a goûté ce qui restait du vin ainsi empoisonné, et il s'est senti bientôt après, gravement indisposé. »

« Quant à l'archevêque, il a fait son action de grâce à la cathédrale. Arrivé au palais archiepiscopal, il s'est dirigé vers le réfectoire pour prendre quelque aliment. Mais les douleurs d'entrailles ont commencé tout aussitôt, suivies de vomissements, avec une telle violence, qu'une demi-heure après, Sa Grandeur expirait. Son ami intime, Mgr Pastor, a pu lui donner une dernière absolution. »

« Monseigneur ne cessait de dire, au milieu de ses affreuses douleurs : Je suis empoisonné, sans que les deux médecins appelés pour lui

donner des secours voulussent en convenir; ils prenaient les douleurs d'entrailles et les vomissements pour une attaque de choléra. »

« Impossible d'exprimer en paroles l'effet que cette affreuse nouvelle a produit dans toute la ville; soupirs, affliction, fureur, tels sont les sentiments qui remplissent tous les cœurs. »

« On a craint une émeute populaire; la troupe a aussitôt été mise sous les armes. »

« On est convaincu que le coup est parti des loges maçonniques; il a été occasionné par l'énergique protestation que Mgr Checa venait de faire contre les principes anti-religieux de certains journaux du pays, organes du libéralisme, de la franc-maçonnerie et de l'Internationale. »

« La résistance que le clergé de Quito a opposée à la mise en pratique dans le peuple des maximes subversives de toute attitude et de toute morale, l'a rendu tellement odieux à la secte, soutenue par le pouvoir civil, que les plus sinistres menaces sont journellement proférées contre ses membres. Après l'empoisonnement du ch. f. chacun peut s'attendre à quelque chose. »

« Devant l'incertitude du pouvoir civil pour faire les premières recherches des empoisonneurs, la famille de la victime a dû faire procéder à l'arrestation d'un individu dont les paroles imprudentes donnent lieu de croire qu'il connaissait le complot. On lui avait entendu dire dans une pharmacie, que le vendredi saint, la loge maçonnique de Quito allait poser sa première pierre. »

« Depuis l'assassinat de Garcia Moreno; notre pauvre archevêque semblait avoir le funeste pressentiment de la fin tragique qui l'attendait. Il n'était pas de précaution qu'il ne prit pour se mettre à l'abri d'un mauvais coup. Cette crainte semblait l'avoir complètement quitté, ainsi qu'il l'avouait lui-même deux ou trois jours avant, à plusieurs personnes de Quito, auxquels il venait de prêcher la retraite. »

« Après cette perte, et en voyant les perfides desseins des ennemis de Dieu et de son Eglise, on doit s'attendre à tout. Espérons cependant que Dieu ne livrera pas cette pauvre nation à la merci de tous ceux qui, sous prétexte de liberté, lui préparent le plus horrible esclavage, et ne lui retirera pas ceux-là seuls qui lui restent du bien. Si, ce qu'a Dieu se puisse, on en vient à exiler le clergé et à détruire ses œuvres, si essentielles au pays, l'impignoration s'écriera en pensant à l'abîme de corruption, d'impunité et de crime dans lequel cette pauvre nation va tomber. »

Une lettre de Guayaquil, en date du 15 avril, dit :

« Il paraît qu'on a découvert l'auteur de l'empoisonnement de l'archevêque. C'est un officier de l'armée de Ventimilla; il aurait reçu 30,000 francs de hauts personnages. Avant qu'il ne fût découvert, le président avait protesté qu'aucun libéral n'était coupable de ce crime, attendu que monseigneur était lui-même du parti libéral, et il ajoutait que certainement le coupable était un prêtre. Le découvert du coupable coupe court à ces calomnieuses insinuations. »

L'oraison funèbre de l'archevêque a été prononcée à Guayaquil par le P. Léon Pantaleon. On assure qu'Urbin est allé le trouver, lui faisant les plus graves menaces s'il osait faire allusion aux libéraux ou aux maçonnaires.

On appréhende une nouvelle révolution, et l'on ne sait quelle sera la fin de toutes ces affaires.

D'après d'autres correspondants. Un fait extraordinaire s'est produit, le jour même de l'attentat, dans la province de Guayaquil, où la révolution de septembre a pris naissance. Un ouragan épouvantable, comme jamais on n'en avait vu en ce pays, a éclaté entre midi et une heure de l'après-midi. Il a causé de grands dégâts dans les villes et dans la campagne, et brisé des arbres énormes. Les orages sont très-fréquents, la foudre tombe à tout moment et les morts subites sont à l'ordre du jour.

M. Augustin Roca, le chef de la persécution qui avait obligé les pères jésuites à quitter leur collège, s'est suicidé le jour de Pâques.

On sait le peu de valeur du *Daily News* et la réputation qu'il s'est faite avec ses dépêches à sensation. En voici deux qu'il publie, et qu'un journal français, qui ne vaut pas mieux, le *Radical*, reproduit en première page :

Rome, 13 mai.

Un certain nombre d'anciens zouaves pontificaux, commandés par le général Charette, vont rejoindre les Polonais et les Hongrois qui s'organisent en légion à Constantinople pour combattre les Russes.

Rome, lundi soir.

L'évêque de Poitiers a assuré le Pape que ce n'est que la crainte de l'Allemagne qui fait maintenir ostensiblement à la France ses bonnes relations avec l'Italie. N'était cette crainte, le Saint-Siège aurait expérimenté d'une manière pratique le dévouement des Français à ses intérêts. L'évêque, affirme-t-on, était autorisé par le maréchal de Mac-Mahon à faire ces importantes déclarations.

Nous n'avons pas besoin de démontrer à nos lecteurs la niaiserie, pour ne pas dire plus, de ces dépêches; mais elles ont un autre caractère. Avec leur loyauté habituelle, les radicaux cherchent à irriter contre les catholiques en leur attribuant des faits qu'ils savent faux. Heureusement que personne n'y est pris. Le *Radical* a beau ajouter :

« Des explications sont nécessaires, et nous osons compter sur l'extrême-Gauche au moins pour ne pas laisser notre pays sous le coup d'une imputation de cette nature. »

Tout le monde sait bien que ces dépêches soi-disant adressées de Rome au *Daily News*, lui sont tout simple-